

Printemps arabe : un entretien avec Moulay Hicham

Propos recueillis par Stephen Smith

Personne ne pouvait apporter un point de vue plus informé sur les bouleversements dans le monde arabe que le prince Moulay Hicham ben Abdallah El Alaoui. Cousin germain du roi du Maroc, Mohammed VI, et héritier par sa mère libanaise d'une grande lignée panarabe, il est également chercheur et enseignant au Center on Democracy, Development, and the Rule of Law de l'université de Stanford, en Californie. Dès 1994, il avait créé l'Institut d'études régionales pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale à l'université de Princeton où il avait débuté ses études. Il dirige par ailleurs une Fondation pour la recherche en sciences sociales sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient qui porte son nom (<http://moulayhichamfoundation.org/fr>). Né en 1964 à Rabat, Moulay Hicham s'est installé en 2002 aux États-Unis pour des raisons qu'il explique ci-après.

Stephen Smith. – Vous vous exprimez sur le monde arabe à bien des titres : comme membre de la famille royale au Maroc, comme « prince rouge » chéri ou honni dans les médias, mais aussi comme chercheur à l'université de Stanford ou comme mécène d'une fondation de recherche en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Alors, au juste, d'où parlez-vous et en quelle qualité ?

Moulay Hicham. – Nul ne s'invente. De par mon père, Moulay Abdallah Ben Mohammed El Alaoui, j'appartiens à la famille régnante au Maroc et je suis très fier d'être membre d'une

monarchie qui s'est alliée au peuple pour mettre fin au colonialisme. De par ma mère libanaise, Lamia el-Solh, j'appartiens à l'une des grandes familles nationalistes du monde arabe qui a essaimé à travers toute la région. Mais ma « familiarité » avec le monde arabe n'est pas seulement le fait de mes liens de parenté. Après mes études à Princeton, j'ai poursuivi des recherches sur des transitions démocratiques pour sortir de l'autoritarisme. Désormais, je suis *Consulting Professor* à Stanford. Bref, c'est un tout. J'ai grandi au palais au côté de mon cousin, qui est devenu le roi Mohammed VI. J'ai très tôt dit

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

mon fait au roi Hassan II tout en apprenant énormément de lui et en accompagnant mon père – quand il était le représentant personnel de son frère – dans des missions diplomatiques à l'étranger. Après la mort de mon oncle, j'ai continué de soutenir publiquement que le *makhzen*, c'est-à-dire le pouvoir patrimonial au Maroc, devait périr pour que la monarchie vive et serve les Marocains. Je me suis également prononcé contre le califat, autrement dit contre une monarchie sous l'autorité du « Commandeur des croyants » mêlant prérogatives politiques et religieuses. Tout cela, je le pense et le défends toujours, à la fois en raison de ce que je suis et à cause de ce que j'ai fait de moi. Certes, personne ne s'invente. Mais je suis, aussi, le résultat de mon parcours et de ma réflexion. On peut être entier, du moins je l'espère.

S. S. – Que signifie pour vous le « printemps arabe » ? Et, pour commencer, le nom dit-il bien la chose ?

M. H. – Je n'en suis pas sûr. Pour ma part, je préfère parler de l'« éveil arabe » puisque le printemps est une saison passagère et cyclique. Or, je ne crois pas que le monde arabe puisse revenir en arrière, se rendormir. Mais quel que soit le terme employé, l'essentiel est de se débarrasser de préjugés culturalistes à l'égard « des » Arabes et de lectures anhistoriques de l'Islam. Depuis que Leibniz et, après lui, Ernest Renan ont parlé du *fatum mahometanum*, on n'était pas loin de penser que le monde arabe avait dans ses gènes et dans sa religion une forme de despotisme immuable. Bon débarras ! L'Arabe opprimé est d'abord un opprimé qui, comme tous les opprimés de par le monde, cherche à s'émanciper. Bien sûr, il faut être intellectuellement honnête : si l'actuelle vague de démocratisation déferle sur le monde arabe, nous nous devons d'expliquer ce qui donne sa pertinence à ce cadre. Si ce n'est

pas l'« arabité » mêlée à l'Islam, qu'est-ce ? Je n'ai pas de réponse toute faite. Mais c'est sans doute un faisceau de facteurs qui inclut une forme spécifique d'archaïsme politique issu d'une colonisation puis d'une décolonisation marquée par la « catastrophe » – *nakba* – qu'a été l'implantation d'Israël en Palestine ; plus une économie de rente pétrolière qui aiguise les convoitises géopolitiques et favorise les trahisons d'élites. Ajoutez à cela une épaisse sauce « orientaliste », et l'on ne doit pas être bien loin du ragoût qui cuisait à l'étouffée jusqu'à ce que le couvercle saute.

S. S. – Depuis, tout le monde fait amende honorable d'avoir parlé, dans le passé, de la « rue arabe ». On n'y voit plus aujourd'hui qu'un préjugé culturaliste. N'est-ce pas paradoxal au moment où, justement, tant d'Arabes descendent dans la rue ?

M. H. – Oui, c'est une sorte de tête-à-queue, mais je comprends que l'on veuille abandonner le cliché du volcan somnolant qu'était censée être la « rue arabe ». Y compris pour nous-mêmes, d'ailleurs, qui voyons la rue arabe – *al shariai al arabi* – comme l'antipode du *raïs*, du roi ou du « sultan » omnipotent. Aujourd'hui, la rue doit se transformer en place publique, c'est-à-dire en une opinion qui ne déferle plus comme un torrent emportant tout sur son passage mais qui s'exprime de façon régulière et organisée parce que les gouvernants doivent désormais tenir compte de la volonté des gouvernés. Pour rester dans la métaphore : le torrent dévastateur doit devenir un canal d'irrigation de la démocratie.

S. S. – Pour l'instant, la rue ne parle pas le langage de la politique institutionnelle mais s'exprime plutôt dans le registre – moral – de l'indignation. Comment, concrètement, « la révolution de la dignité » peut-elle s'accomplir ?

M. H. – La politique a besoin de sa part de

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

rêve. Quand on veut instaurer un ordre nouveau, on ne va pas employer des mots usés. Le vocabulaire socialiste et libéral n'est pas apte à traduire le rêve qui envahit les rues dans le monde arabe – pas plus, d'ailleurs, que le langage religieux, ce qui n'est pas la moindre découverte dans les événements qui se succèdent depuis le début de l'année. Donc, nous sommes dans le registre de l'indignation ou, plutôt, dans celui de la dignité à restaurer après une longue série de dégradations qu'ont été les règnes sans fin, les régimes policiers et prédateurs, les droits piétinés et les royaumes du faux, sans parler du double langage à l'égard des Palestiniens, nos meilleures victimes, qui ont servi de prétexte à nos dictateurs pour nous victimiser à notre tour. La dignité – *karama* – est devenue la nouvelle valeur de référence. Quoi de plus compréhensible? Bien sûr, vous avez raison de dire qu'il ne sert à rien de descendre et de redescendre dans la rue si, à terme, ces marches n'aboutissent pas dans les couloirs du pouvoir. Mais, comment? En Tunisie, on est en train de chercher cette voie au jour le jour. En Égypte, l'armée s'est jointe au peuple, mais l'on ne sait pas encore si c'était pour confisquer ou parachever dans l'ordre la victoire de la place Tahrir. En Syrie, les manifestants affrontent une partie des forces armées, au risque d'une insurrection généralisée. Au Maroc, le Mouvement du 20 février – ce n'est peut-être pas un hasard si le dénominateur commun se limite à une date... –, le slogan «Liberté, dignité, justice sociale» et la mobilisation «jusqu'à la satisfaction des revendications» doivent trouver le passage de la parole à l'acte puisqu'il ne suffit pas de dire la vérité pour faire advenir le changement. Enfin, la Libye est un cas à part et, je le crains, va le rester, en raison, entre autres, de l'intervention extérieure. Car, peut-on imposer la démocratie *manu militari* sans que, nécessairement,

les intervenants extérieurs qui se disent hérauts de la souveraineté populaire trahissent le message qu'ils prétendent apporter? C'est la question que l'on ne peut plus éviter de se poser depuis que l'Irak, en 2003, a été envahi sous la bannière de la démocratie comme corollaire d'un changement de régime – et quelle que soit la nature néfaste du régime mis à mort dans ces circonstances. En Libye comme en Irak se pose le problème de l'unité nationale. Il n'est, hélas, pas impossible qu'à force de bombarder «le pays de Kadhafi» pour en faire une démocratie la Libye éclate en ses trois composantes anciennes : la Tripolitaine à l'Ouest, la Cyrénaïque dans l'Est et le Fezzan dans le grand Sud désertique.

S. S. – Par une simplification extrême qui rappelle la définition par Lénine du communisme dans la Russie de 1920 comme «des soviets plus l'électricité», le printemps arabe a été expliqué par la presse comme «des réseaux sociaux plus la jeunesse». Alors, d'abord, qu'ont à voir les réseaux sociaux avec une révolte pour la démocratie?

M. H. – On voit bien ce que les journalistes veulent dire : la cyber-révolution favoriserait la démocratie parce que les réseaux sociaux seraient *per se* «démocratiques» en permettant à chacun de se connecter tout en contournant les habituels *gatekeepers*, à commencer par les journalistes eux-mêmes, et en se jouant des organes de censure. Seulement, ce n'est pas aussi simple. D'abord, l'accès à Internet et, à plus forte raison, aux réseaux sociaux comme, par exemple, Facebook, est encore loin d'être universel dans le monde arabe. Si 40 % des Marocains et un tiers des Tunisiens accèdent à Internet, ils ne sont que 21 % en Syrie et 10 % au Yémen. Un quart des Tunisiens utilisent Facebook, mais seulement 9 % des Égyptiens et si peu de Syriens et de Yéménites que leur nombre est statistiquement

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

insignifiant. Ensuite et surtout, si le *fonctionnement* des médias numériques est « démocratique », leur *contenu* ne l'est pas forcément – et, donc, pas non plus le résultat du *networking* à la vitesse électronique qui nous éblouit tous. L'université de Harvard a mené, dès 2009, une enquête approfondie sur la blogosphère arabe – sous le titre *Mapping the Arabic Blogosphere : Politics, Culture, and Dissent* – en répertoriant 35 000 sites et en examinant 4 000 d'entre eux de près. Dans leurs conclusions, les auteurs mettent en garde contre l'illusion d'une « techno-démocratie ». Car la technologie change les règles du jeu, mais elle ne prédestine pas le vainqueur de la partie. Ce que nous enseigne aussi l'histoire : personne ne prétendrait que le télégraphe ait mis le feu aux poudres, en 1919, à la fois à la Tunisie, la Libye et l'Égypte, ou que la Voix des Arabes – la fameuse station de radio à ondes courtes, au Caire – explique le panarabisme des années 1960. La technique n'a fait que relayer – efficacement – les quatorze points de Woodrow Wilson pour « rendre le monde sûr pour la démocratie » dans le premier cas, et, dans le second, le charisme de Nasser. Et rien ne se serait passé si des acteurs locaux ne s'étaient emparés des idées de l'un et de l'autre.

S. S. – Les nouveaux médias seraient donc une condition plutôt qu'une cause. *Quid* de la jeunesse ou, plus précisément, de la pyramide des âges d'une population donnée ?

M. H. – Le profil démographique d'un pays est important mais, là encore, les choses ne sont pas simples. Contrairement à ce qui se dit et s'écrit un peu partout, la population du monde arabe – sauf pour la bande de Gaza et le Yémen – n'est pas exceptionnellement jeune, du moins pas par rapport aux populations au sud du Sahara. Donc, si le nombre des jeunes – *chebab* – était en soi une condition favorable à l'avènement de la

démocratie, l'Afrique subsaharienne devrait être un paradis de la volonté populaire. Bien entendu, la catégorie des jeunes entre quinze et trente ans est très nombreuse dans le monde arabe puisque c'est le report d'une très forte natalité jusqu'à la fin du *xx^e* siècle qui arrive maintenant sur le marché du travail – où elle ne trouve pas d'emplois, du moins pas en quantité ou en qualité suffisantes. Mais la même catégorie d'âge est bien plus nombreuse encore en Afrique subsaharienne où, soit dit en passant, la Banque mondiale présente cette abondance comme un futur « bonus démographique » – après avoir promis, il y a vingt ans, un « don démographique » au monde arabe. Or, pour précieux qu'il soit dans l'absolu, ce capital humain ne devient « don » ou « bonus » qu'à condition de pouvoir s'investir dans une société. Ce qui nous renvoie à la gouvernance. Si celle-ci n'est pas bonne, les jeunes restent sur le carreau ou, pis, tombent dans la violence. Or, si les jeunes ont besoin de la démocratie pour s'épanouir, il n'est pas du tout sûr que la démocratie prospère dans un pays spécialement jeune. En fait, les études attestent plutôt le contraire : il faut une certaine maturité démographique pour que la démocratie non seulement advienne mais, ensuite, s'instaure durablement. C'est un coup de pouce structurel qui bénéficie à un pays comme la Tunisie dont l'âge médian est de vingt-neuf ans. Toutes choses égales par ailleurs, la Tunisie a plus de chances de se transformer en démocratie durable que, disons, le Yémen, dont l'âge médian n'est que de dix-huit ans. Pour la simple raison qu'il n'est pas facile de faire fonctionner des institutions quand huit habitants sur dix ont moins de trente ans et attendent de leurs aînés, qui sont peu nombreux, des opportunités pour « réussir ». Enfin, je voudrais rappeler que les excellents rapports du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe ont mis en

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

exergue trois blocages structurels : non seulement la mauvaise gouvernance mais aussi l'éducation inadaptée de nos jeunes et le problème – loin d'être résolu – de l'émancipation des femmes. N'oublions pas dans l'euphorie actuelle ce que nous avons déjà compris quand l'horizon était encore gris.

S. S. – Vous venez de parler de l'Afrique subsaharienne. N'est-ce pas frappant que les commentateurs du « printemps arabe » invoquent bien plus volontiers les révolutions de 1789 et de 1848, ou la chute du mur de Berlin en 1989, que la vague de démocratisation au sud du Sahara il y a vingt ans, après la fin de la guerre froide ?

M. H. – Toutes les comparaisons peuvent éclairer. Cela dit, les Occidentaux ont tendance à chercher des parallèles dans leur histoire qu'ils continuent de voir comme le modèle universel, et les Arabes, qui se plaignent volontiers de discriminations, seraient froissés qu'on les dise à la traîne de l'Afrique noire... Or, l'histoire ne se répète pas. Mais il serait productif de se demander pourquoi la fin de la guerre froide a permis la libération de l'Afrique subsaharienne, et non pas celle du monde arabe. L'importance du pétrole ? L'ombre portée par le conflit israélo-palestinien ? Quelle que soit la raison, nous aurions beaucoup à apprendre de la démocratisation au sud du Sahara. Le pluralisme politique s'y est souvent limité à la démultiplication de partis uniques, si l'on peut dire, et seulement une poignée de pays s'est durablement installée dans la démocratie alors que, dans la plupart des États, des pseudo-démocraties prévalent, avec des présidents multipliant leurs mandats et des élections courues d'avance. À l'autre bout du spectre, une poignée de pays a même connu, après le printemps de la démocratie, l'automne d'une restauration autoritaire. Il serait inconscient de nier que le danger

des transitions inabouties, voire dévoyées ou fourvoyées, existe aussi dans le monde arabe. Enfin, l'expérience subsaharienne nous met également en garde contre la fable du mauvais prince et du bon peuple. C'est une fable. Les démocrates ne manquent pas seulement à la tête de nos États mais aussi dans l'opposition, dans les partis, les associations et à la base.

S. S. – En parlant de géopolitique à la fin de la guerre froide : le « printemps arabe » est une curieuse somme de révoltes faites maison. Tout ce qui dépasse les frontières se révèle en perte de vitesse, du panarabisme au djihadisme en passant par le dernier *hégémon* et, longtemps, le plus grand repoussoir, à savoir l'Amérique. Même la centralité du problème palestinien paraît remise en question.

M. H. – La question palestinienne reviendra au galop sur le devant de la scène, mais elle ne sera plus le hochet politique, sinon le dérivatif, qu'elle a été dans le passé. Cela dit, je suis d'accord que le fait national, pourtant issu de la colonisation, hisse son drapeau. Littéralement, d'ailleurs, puisque l'on manifeste partout sous ses couleurs nationales. Encore que ce ne soit pas un nationalisme au sens chauvin mais, plutôt, un patriotisme pour renouer le lien social que des décennies d'autoritarisme ont effiloché. On « fait » communauté, mais non plus communauté panarabe ou religieuse sans frontières, et encore moins internationale de djihadistes. Oussama ben Laden était politiquement mort, les Américains n'auraient pas eu besoin de le tuer. Pour l'Islam politique, c'est plus complexe : le projet des fondamentalistes visait l'État-nation et pourrait dans l'avenir trouver une voie participative si un consensus se bâtissait sur les règles du jeu démocratique. Bien des islamistes – en Tunisie, en Égypte et, sans doute, aussi au Maroc – comprennent parfaitement que personne n'est deman-

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

deur d'un nouvel autoritarisme et que, donc, leur offre doit s'adapter au marché politique. La reconversion des islamistes sera d'autant plus facile que, pour résister à la répression, ils se sont souvent investis dans des réseaux sociaux de solidarité. Je ne voudrais pas verser dans la spéculation frivole, mais il n'est pas du tout exclu que le monde arabe connaisse une démocratie musulmane comme l'Europe a connu, et connaît encore, une démocratie chrétienne.

S. S. – En attendant, la poubelle de l'histoire se remplit sans grand souci de tri : panarabisme, djihad mondial, fixation hypnotique sur l'Occident...

M. H. – Tout ne part pas à la poubelle, mais il est vrai que les projets « englobants » ne séduisent plus. Le panarabisme n'est pas mort. La preuve : nous vivons actuellement un panarabisme démocratique, tant dans la joie que dans la douleur. Mais le panarabisme historique apparaît aujourd'hui pour ce qu'il fut, à savoir un projet d'unanimité et, donc, un faux projet de modernité. Pour autant, il ne faut pas oublier les contextes d'émergence des idéologies du passé. Le panarabisme répondait à la division pour régner du colonialisme comme, plus tard, l'arme économique du pétrole était une forme de résistance aux diktats de la guerre froide. Enfin, le sans-frontiérisme du djihad dans sa version al-Qaïda et ce que j'appellerais l'« occidentalisme » du monde arabe étaient aussi marqués au fer d'une dialectique d'enfermement. L'orientalisme nous caricaturait – alors nous caricaturions en retour. Quant au djihad d'Oussama ben Laden, aurait-il pris la même proportion si le *Global War on Terrorism* – le GWOT de George W. Bush – ne l'avait pas rendu plus grand que nature ? Ce sont là, je pense, des questions légitimes que l'on peut se poser à présent. Mais, quoi qu'il en soit, nous ne sommes plus entre l'enclume auto-

ritaire, d'un côté, et le marteau islamiste ou américain, de l'autre. Le monde arabe entrevoit une triple libération. Il n'est plus aliéné par le terrorisme d'al-Qaïda ou l'agenda politique des néo-conservateurs qui ont perdu le pouvoir à Washington. En même temps, le monde arabe a commencé à se débarrasser de ses autocrates et, paradoxalement, il peut donc enfin s'avouer que la domination étrangère n'était peut-être pas tant la cause mais, davantage, la conséquence de sa faiblesse.

S. S. – Vous y avez déjà fait allusion : les forces armées jouent un rôle central dans l'avènement de la démocratie dans le monde arabe.

M. H. – C'est certain. Cependant, les cas de figure sont extrêmement variés. D'abord, y a-t-il une armée capable de peser sur le cours des événements ? En Tunisie, par rapport au ministère de l'Intérieur et ses 155 000 agents, l'armée semblait longtemps ne pas faire le poids. Ensuite, l'armée est soit professionnelle, soit composée de conscrits, soit concurrencée par des unités paramilitaires, ce qui chaque fois change radicalement la donne. En Égypte, une boutade calquée sur la Prusse du XIX^e siècle invite à se demander s'il s'agit d'un État ayant une armée – ou d'une armée qui a un État. Toujours est-il que l'armée égyptienne est également un important acteur économique. Les imbrications affairistes de son état-major vont donc peser sur la transition en cours. En Syrie, la Garde républicaine, qui se trouve en première ligne contre les manifestants, est dominée par des alaouites, c'est-à-dire par la minorité au pouvoir, contrairement au reste de l'armée, dont la composition reflète la majorité – plus des trois quarts – des sunnites au sein de la population syrienne. Enfin, dans plusieurs pays arabes, l'armée n'est pas une institution parmi d'autres à qui l'on saurait facilement attribuer un nouveau rôle, en lieu et place de l'an-

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

rien. Je pense, par exemple, à l'Algérie ou encore à la Jordanie. Dans les deux cas, l'armée est historiquement constitutive de l'État. On ne peut penser l'un sans l'autre. Les deux forment une unité *a priori* insécable. Évidemment, cela complique l'équation.

S. S. – Est-ce la raison pour laquelle l'Algérie est restée jusqu'à présent en marge du mouvement en cours ?

M. H. – Probablement, mais il y a au moins deux autres raisons fortes. Premièrement, le souvenir des neuf années de guerre civile sanglante, entre 1992 et 2001, est encore frais et lancinant dans la mémoire de tous – après un tel traumatisme collectif, on ne prend pas de risque. Deuxièmement, comme dans la plupart des pays de la péninsule arabe, la rente pétrolière joue un rôle de tampon. Les pétrodollars permettent de racheter le mécontentement, du moins en partie et pendant un certain temps. Jusqu'à quand ? Vous faites bien de préciser « pour l'instant ».

S. S. – Dans les pays qui ne sont pas producteurs de pétrole, le grand écueil est l'économie. Pour les manifestants, démocratie rime avec prospérité. Le « réveil arabe » dont vous parliez tantôt y risque d'être rude.

M. H. – En effet, puisque le lien entre les libertés publiques et les performances économiques n'est pas de cause à effet, même si je crois qu'en fin de compte seuls des opérateurs affranchis de contraintes liberticides pourront et voudront donner le meilleur d'eux-mêmes. Cependant, à court terme, le bouleversement de l'ordre ancien et l'effervescence propre aux transitions perturbent fatalement la vie économique. Les touristes vont ailleurs et les investisseurs restent dans l'expectative en attendant que les choses se décantent. En même temps, la montée des revendications librement exprimées pèse sur les coûts de production. Enfin, il faut être réaliste

par rapport au discours des pays industrialisés. Non seulement leur soutien à la démocratisation du monde arabe a parfois été hésitant mais, en plus, il restera verbal. Il n'y aura pas l'équivalent d'un plan Marshall. En pleine crise financière, à un moment où 20 000 réfugiés tunisiens suffisent à provoquer un repli sur soi de l'espace Schengen, quel élu occidental va prendre le risque d'aggraver l'austérité dans son pays pour promouvoir la démocratie chez les Arabes ? J'ajoute, pour être sincère, que je ne le regrette qu'à moitié, voire pas du tout. Pour nos pays, il s'agit là d'un *blessing in disguise*, c'est-à-dire d'un bienfait involontaire. Alors que nos capacités institutionnelles restent limitées, une « prime à la démocratie » produirait le même effet que toute autre rente : elle alimenterait la corruption. Or, c'est la seule chose que je ne souhaiterais pas voir démocratisée... L'Égypte, qui a reçu des Américains quarante milliards de dollars depuis 1978 comme « prime à la paix séparée », est une bonne illustration de mes craintes.

S. S. – Dans votre pays, le Maroc, vous êtes plus qu'un observateur engagé. Vous faites partie du problème. Espérez-vous aussi faire partie de la solution, voire être la solution ?

M. H. – Ni l'un ni l'autre. D'ailleurs, je ne vois pas bien en quoi je ferais partie du problème si ce n'est pour avoir posé les problèmes qui sont aujourd'hui sur la place publique en temps et en heure, quand il aurait été encore facile de les résoudre. Après la mort de Hassan II, j'ai dit à Mohammed VI avec la sincérité que me commandait mon affection pour lui qu'il fallait réellement changer, qu'il ne suffisait pas de rajeunir le *makhzen*. Depuis, je n'ai revu le roi, mon cousin, que deux fois, dans des cadres strictement familiaux où nos échanges sont restés courtois et distants, comme l'exigeaient les circonstances. Politiquement, je suis *persona non grata* au palais.

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

Je ne m'en plains pas. J'ai dit ce que j'avais à dire, mais je n'ai pas été entendu, ni par Mohammed VI ni par ces bateleurs de l'information qui l'ont présenté, lui, comme le « roi des pauvres » et qui m'ont surnommé, moi, le « prince rouge ». Mieux vaut en rire ! Alors, j'ai pris du champ en m'installant avec ma famille aux États-Unis, et je me félicite tous les jours de cette décision qui m'a permis de me réaliser sur le plan tant professionnel que personnel. En plus, et c'est essentiel pour moi et mon épouse, cela permet à nos enfants de grandir dans un environnement ouvert et libre. Bref, je ne suis un problème pour qui que ce soit ou, du moins, je ne devrais pas l'être. De mon côté, je n'ai de problème avec personne. Ce qui répond aussi à votre imputation selon laquelle je me verrais comme la solution. Non, pas du tout. Si solution il y a, il appartiendra aux Marocains de la trouver tous ensemble. À ce titre, c'est-à-dire en tant que le citoyen Hicham ben Abdallah, je ne me priverai pas d'apporter ce que je peux, du mieux de mes capacités. Mais je ne crois pas que la démocratisation du Maroc ait spécialement besoin d'un prince. Comme, par ailleurs, j'ai fini par me rendre à l'évidence que je gêne le roi, je garde mes distances. Pour être parfaitement clair : j'estime qu'une implication plus directe de ma part desservirait la démocratie dans mon pays puisque, à ce stade, elle ajouterait à la confusion. Mais je revendique une totale liberté d'expression, sans lignes rouges à ne pas franchir. On verra bien qui, du roi ou du Mouvement du 20 février, s'en plaindra.

S. S. – Puisque la voie est libre, alors allons-y : comment jugez-vous la réforme constitutionnelle de Mohammed VI qui a été adoptée par référendum, le 1^{er} juillet, par 98 % des votants et avec un taux de participation de 72 % ?

M. H. – Prenons la chose par le bon bout : je

n'ai aucun doute sur le fait que la réforme constitutionnelle proposée par le roi ait été adoptée par une large majorité des Marocains. Dont acte. Cela étant, 98 % de « oui » et un taux de participation de 72 %, soit presque le double de la dernière élection, ce n'est pas crédible. La machine à « faire des scores » que l'on espérait remise pour de bon s'est au contraire emballée : les gens ont été ramassés par des cars, ils ont été conduits vers les urnes comme du bétail électoral et, pour qu'ils comprennent bien ce qui était attendu d'eux, on leur avait bourré le crâne dans les mosquées, le vendredi 25 juin, avec un prêche dicté par le ministère des Affaires islamiques – du jamais vu, même du temps de Hassan II et de son ministre de l'Intérieur maître ès plébiscites, feu Driss Basri ! La plus grande confrérie soufie du royaume, la Zaouïya Boutchichia, a été embrigadée tout comme, ce qui n'est pas moins inquiétant, des bandes de jeunes voyous qui ont été commis à monter des « contre-manifestations », parfois violentes. Bref, si une démocratisation progressive était le but, et si – comme je le crois – une majorité des Marocains étaient prêts à avaliser ce projet, pourquoi avoir tourné un référendum de citoyens en *beiya* (allégeance) populiste ? Le *modus operandi* a démenti le but affiché. Frileusement accroché à ses privilèges, le *makhzen* a abusé du vote populaire pour la mise en place d'un « parti de l'ordre », d'un rempart pour mieux se mettre à l'abri. Mais c'est un calcul à la petite semaine. La sacralité de la monarchie, abandonnée dans la lettre de la nouvelle Constitution, a été réaffirmée dans son esprit le plus rétrograde par ces pratiques d'un autre âge. Le résultat en est double, et doublement néfaste : d'un côté, les peurs du plus grand nombre – la peur de perdre son gagne-pain, d'être aliéné dans un pays en voie de mondialisation, aux mœurs nouvelles et inquiétantes,

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

surtout parmi les jeunes... – ont été attisées alors qu'il s'agissait de créer l'espoir, la confiance en un avenir meilleur; de l'autre côté, le Mouvement du 20 février ne pourra que durcir ses positions et risque d'être poussé dans les bras des islamistes extra-parlementaires de l'association Al Adl Wal Ihsan (Justice et Bienfaisance). D'ailleurs, dès le dimanche 3 juillet, les refuzniks de la rue marocaine ont repris leur marche, par milliers, sous le slogan « *Mamfakinch* » (nous ne lâcherons pas).

S. S. – Dans la nouvelle Constitution, le roi a octroyé des marges démocratiques à investir en feignant de ne pas les concéder sous la pression. Qui trompe-t-il? Et, justement, est-ce suffisant?

M. H. – Je ne crois pas que le but ait été de tromper qui que ce soit, mais je crains que le roi puisse s'être trompé lui-même. Tout un chacun au Maroc, surtout les membres des classes possédantes, se demande si, sous le trait, il y trouve son compte. Pour ma part, je ne trouve pas le mien dans une réforme dont est absente toute volonté éclairée et sincère, par-delà les calculs du moment, pour aller vers une monarchie parlementaire. Des marges – très étroites – ont été aménagées : un nouveau titre pour le Premier ministre, qui sera dorénavant « chef » d'un gouvernement que le roi continuera de nommer et de démettre à sa guise; de nombreux « conseils » ont été créés, tous sous le contrôle du monarque, qui achève ainsi son « ONG-isation » de l'État marocain et multiplie les postes pour coopter à la fois des membres de la classe politique et de la société civile; enfin, une kyrielle de « droits » ont été inscrits dans la Constitution et qui attendront leurs décrets d'application pour souvent s'avérer, dans les faits, inapplicables en l'état – sans jeu de mots. Un exemple : lorsque l'article 36 de la nouvelle loi fondamentale « interdit » le conflit d'intérêts et l'abus de position domi-

nante, s'imagine-t-on que les proches de Mohammed VI, dont les noms sont régulièrement conspués dans la rue, vont perdre leurs rentes de situation alors que la *holding* royale réalise à elle seule 8 % du PIB marocain? Autant inscrire dans la Constitution que le *makhzen* cesse d'être la racine étymologique du mot français « magasin » – ce ne serait pas plus absurde. À ce sujet, on risque d'assister au dédoublement de la prédation si, d'aventure, le nouveau Premier ministre épuise les marges de sa nouvelle autonomie en cherchant à imposer ses propres clients aux postes clés de l'État. Bref, on pourrait se retrouver avec une échoppe à côté du grand « magasin ».

S. S. – Mais si le roi n'a rien cédé d'essentiel, pourquoi se serait-il trompé? De son point de vue, il garde la main sur le pays alors que vous-même reconnaissez que la contestation peine à sortir de la rue pour investir les lieux du pouvoir.

M. H. – D'abord, laissez-moi exprimer sans ambiguïté toute la sympathie et le respect que j'ai pour le Mouvement du 20 février. Les jeunes qui l'ont lancé sont des prophètes populaires parce qu'ils disent la vérité sur la place publique. Constater que cela ne suffit pas pour améliorer le quotidien du plus grand nombre, ce n'est pas les diminuer. C'est seulement rappeler que le mot n'est pas la chose, que dire n'est pas faire. Il faut aussi se souvenir de l'expérience qu'a été la *movida* marocaine au début du règne de « M6 », quand la libéralisation de la parole dans une nouvelle presse indépendante a pu faire un temps illusion. Il n'en reste pas grand-chose. Après la griserie, la grisaille. Aujourd'hui, plusieurs protagonistes de cette période, tels que Boubker Jamaï, Ali Lmrabet ou Ahmed Benchemsi, commentent les événements de l'étranger où ils vivent. Ensuite, si le roi n'a rien ou si peu abandonné à la souveraineté populaire, il a cédé sur

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

l'essentiel en ce qui concerne l'unité nationale. Je suis très favorable, et depuis longtemps, à la reconnaissance de la culture berbère du Maroc. Je crois à la richesse dans la diversité. Mais cette réforme constitutionnelle a institutionnalisé la fragmentation de l'État marocain. Le roi a voulu innover et, peut-être, aussi donner des gages d'ouverture en reconnaissant la langue berbère et le *hassania*, la langue sahraouie. Mais, à l'arrivée, le texte adopté dénature des revendications culturelles en même temps que la région comme cadre d'une démocratisation de proximité en créant un marché politique pour des VPR de marques identitaires. Est-ce à nous, plus d'un demi-siècle après l'Indépendance, de réinventer le « *dahir* berbère » de 1930, qui visait à inoculer le germe de la division au peuple marocain ? Le Maroc n'est pas un *melting-pot* à l'américaine, c'est un grand couscous où tout peut entrer. Or, les nouvelles dispositions, qui ont été prises à la légère, risquent de gâcher le plat national. Quand on met certains ingrédients de côté, on prive le tout de sa richesse.

S. S. – Tantôt, vous êtes allé jusqu'à dire que Mohammed VI s'était trompé à son propre préjudice. Comment cela ?

M. H. – Implicitement, le roi a reconnu l'échec de la « monarchie exécutive » qu'il a instaurée au début de son règne, il y a douze ans. C'en est donc fini de la promesse technocratique de meilleures performances gestionnaires en échange de l'affaiblissement accru d'une classe politique, déjà anémique. Mais alors, qui va à présent « habiter » les nouveaux espaces aménagés au nom d'une démocratisation du système ? La même classe politique, plus que jamais réduite à un théâtre d'ombres ? C'est là une contradiction fondamentale : pour gagner le pari du renouveau, Mohammed VI mise sur des obligés qu'il a logés à son enseigne exclusive.

Comment imaginer que ceux-ci puissent bâtir une nouvelle charpente institutionnelle ? Et si, par extraordinaire, ils y parvenaient, ils prouveraient par leur succès l'échec du roi sur deux plans essentiels. D'une part, ils apporteraient la preuve qu'ils gèrent mieux l'économie que Mohammed VI et ses proches, que le « magasin » royal devrait fermer boutique. D'autre part, ils feraient la démonstration qu'une nouvelle ère des droits de l'homme est possible sans la répression des islamistes, sans le centre de tortures à Témara que dénoncent Amnesty International et Human Rights Watch, sans la remise clandestine – les *silent renditions* – de présumés terroristes étrangers que le Maroc a accueillis en toute illégalité pour rendre service à George W. Bush, qui a fait du Commandeur des croyants le geôlier de coreligionnaires musulmans. Bref, la nouvelle Constitution fera peut-être gagner du temps au *makhzen*, mais, pour sûr, elle en fera perdre au pays. Car, tôt ou tard, elle risque de se retourner contre Mohammed VI.

S. S. – Puisque vous êtes entré dans la prospective, quel avenir prédisez-vous au « printemps arabe » dans son ensemble ?

M. H. – Si cette année nous a appris une seule chose, c'est bien l'humilité quant à nos prévisions... Mais je ne cherche pas à me dérober à votre question, qui est légitime. Alors, je pense d'abord que tout le monde arabe vient de passer un cap, voire un point de non-retour. Même en cas de régression autoritaire, rien ne redeviendra plus comme avant. Je pense ensuite que l'on peut distinguer trois zones géographiques et géopolitiques – les pays du Golfe, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord – à condition de bien se garder de les considérer comme des communautés de destin. Et puisque nous étions à l'instant en Afrique du Nord, commençons par là. Ici, tous les cas de figure sont possibles. Je crois ainsi que

la Tunisie a de vraies chances de réussir une percée pour devenir la première démocratie arabe. D'un point de vue démographique, sociologique et politique, les conditions y sont réunies – ce qui, toutefois, n'est pas une garantie. Je suis également optimiste, à terme, pour le Maroc, qui devrait se démocratiser progressivement. En revanche, l'Égypte court le risque d'une transformation « gelée », à un stade ou un autre. Quant à l'Algérie, j'avoue que je ne vois rien au-delà du *statu quo* dont tout le monde sait pourtant qu'il est intenable. Et je suis franchement pessimiste pour la Libye. Elle est menacée par la faillite d'un État, qui était déjà assez « bédouin » sous Kadhafi.

S. S. – Et les pays du Golfe ?

M. H. – Pour ce qui les concerne, leurs traits communs l'emportent : la rente pétrolière, qui déconnecte l'État de ses citoyens et les transforme en assistés ; la faiblesse de la société civile en dépit d'une classe moyenne existante ; la forte présence d'immigrés qui font tourner la machine économique à la base, au moindre coût ; et, enfin, l'absence d'une pression géopolitique significative en faveur de la démocratisation, approvisionnement pétrolier oblige. Toutes ces conditions se conjuguent pour étouffer l'aspiration à plus de liberté sous un édredon moelleux. À échéance rapprochée, je crois donc que les pays du Golfe arabe seront le moins impliqués dans le grand mouvement en cours.

S. S. – Est-ce également le cas du Moyen-Orient pour des raisons différentes, à savoir sa position dans l'œil du cyclone ?

M. H. – Je ne le pense pas. Tout peut arriver au Moyen-Orient, notamment en Iran et, plus encore, en Irak, où l'État façonné sous l'occupation américaine – un État dominé par des anciens exilés et des entrepreneurs du marketing ethnique – est miné et corrompu à l'extrême. Ce

régime va-t-il s'effondrer ? Les troupes américaines vont-elles partir ? et quand ? Tout est ouvert. En revanche, il y a plus de déterminants au Moyen-Orient. La pression en faveur d'une démocratisation a déjà abouti à un accord de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, même si cet accord tarde à se traduire dans les faits. Il n'en reste pas moins que, *a priori*, les Palestiniens, surtout ceux de la Cisjordanie, sont les pionniers tout désignés de la démocratie arabe de par leur éducation et leur ouverture – forcée – au monde. Mais sous la férule d'Israël, seules leurs capacités institutionnelles percent, en l'absence de liberté politique. Enfin, les près de cinq millions de réfugiés palestiniens, qui vivent éparpillés à travers le monde arabe, ont tout à espérer d'une démocratisation de leurs pays d'accueil. Cela ne sera toujours pas le « retour » tant espéré mais, tout de même, la démocratie leur offrirait de secondes patries plus faciles à adopter.

S. S. – Auquel cas Israël perdrait son monopole régional de la démocratie...

M. H. – C'est une quasi-certitude. Et l'on peut se demander comment les États-Unis, notamment, vont se repositionner dans une région stratégique où s'offriront à eux de multiples partenariats possibles sans l'opprobre d'une dictature à soutenir. Bien sûr, il faudra toujours compter avec le lobby pro-israélien en Amérique, qui tâchera de faire pencher la balance au détriment des démocraties arabes. Mais, tout de même, ce ne sera plus pareil. D'autant moins qu'Israël, sous la conduite franchement bornée de Benyamin Netanyahou, est en passe de manquer tous les trains partants. L'actuel gouvernement continue de raisonner en « paix des régimes » plutôt que « paix des peuples ». Au lieu de faire des ouvertures aux opinions publiques arabes – un terme qu'il faut désormais mettre au pluriel –, les autorités israéliennes se « bunkéri-

Stephen Smith
Entretien
avec Moulay Hicham

sent» en attendant l'émergence de nouveaux dirigeants arabes qu'elles espèrent approcher comme les anciens. Au nom de l'opposition israélienne, la centriste Tzpip Livni a publiquement regretté cette myopie. La fenêtre d'opportunité du « printemps arabe » risque de se refermer

sans que les populations arabes aient perçu l'intérêt d'un compromis historique avec Israël dans un contexte de libertés partagées. Après, il ne faudra pas venir se plaindre si un populisme anti-israélien rafle la mise qu'on lui aura abandonnée de façon aussi irresponsable.